

LES RÉFORMES POLITIQUES DE MOHAMMED VI

Est-ce vraiment le printemps démocratique ?

C'est le 3 janvier 2011 que le roi Mohammed VI a annoncé la mise en place d'une commission qu'il a chargée d'élaborer un projet de «régionalisation avancée» qui accorde de larges attributions et prérogatives aux régions dans les divers domaines économique, social, culturel.

Quel sens le roi donne-t-il à ce projet de régionalisation avancée ?

C'est le magazine d'information marocain *L'Economiste* qui se pose la question : «Le projet de régionalisation avancée constitue-t-il une énième tentative de faire bouger le dossier du Sahara ?» Et il poursuit : «Le projet de régionalisation avancée constitue certainement une réponse aux derniers rebondissements de l'affaire du Sahara marocain.» En effet, ce grand chantier est présenté comme un complément du projet d'autonomie du Sahara occidental. Il est venu «répondre au processus historique propre à cette partie du territoire marocain...» précise A. Lamghari, président de l'Association marocaine de droit constitutionnel. Ainsi, le projet de régionalisation présenté par les pouvoirs publics marocains comme processus de réformes démocratiques et d'ouverture politique est en fait une démarche dictée par la volonté de Mohammed VI de donner un prolongement à son projet d'autonomie du Sahara occidental.

Mohammed VI précise, en effet, dans son discours d'installation de la commission de régionalisation qu'il s'agit de «placer nos provinces du sud récupérées parmi les premiers bénéficiaires de la régionalisation avancée».

Cette réforme va «permettre à nos loyaux fils et habitants de notre Sahara marocain de disposer d'une large latitude dans la gestion de leurs propres affaires locales dans le cadre d'une régionalisation avancée avec une autorité nationale souveraine». Voilà donc explicitée la motivation profonde de cet aspect de la réforme de l'Etat engagée par le roi Mohammed VI. Bien évidemment, dans ce sillage, la régionalisation avancée va concerner tout le Maroc et revêtir dans le discours officiel l'aspect d'un vaste processus de démocratie participative et d'ouverture politique.

Les relations Etat-région

Quatre grands principes vont régir ces relations dans le cadre de ce projet de régionalisation.

Le rapport de la commission rappelle tout d'abord que cette réforme vise à

faire émerger la collectivité régionale en tant que partenaire privilégié de l'Etat. Et de préciser : «Il y a prééminence de l'Etat pour la coordination des visions, des plans, des programmes de toutes les régions dans le respect de l'autonomie et de l'égalité juridique des régions.»

Les principes qui régissent les relations Etat-région

1. Il s'agit de partenariat et de régulation plutôt que de tutelle.
2. Le partenariat se réalise par le biais de contrats.
3. L'évaluation se fait a posteriori et le contrôle préalable est limité.
4. Il y a création d'un fonds de mise à niveau sociale et d'un fonds de solidarité régionale (alimentés par les régions selon leurs capacités et par l'Etat.).

Le roi Mohammed VI a défini quatre fondamentaux à cette réforme :

- 1/ Unité de l'Etat, la nation et le territoire.
- 2/ Solidarité, complémentarité et cohésion interrégionale.
- 3/ Harmonisation et équilibre des compétences et des moyens.
- 4/ Large déconcentration.

Bien évidemment, le roi et, à sa suite, la commission insistent sur le principe «de création de régions spécifiques qui ont besoin de plus d'aide de la part de l'Etat et de plus de solidarité nationale». Et voilà le projet d'autonomie du Sahara occidental qui s'immisce dans la réforme !

Et pour terminer avec cet aspect central des «réformes politiques» voulues par le roi Mohammed VI, le magazine marocain *L'Economiste*, reprenant un membre de la commission de régionalisation Abdelhamid El Ouali, écrit : «Ainsi, tout en restant un projet de société pour l'ensemble du territoire national, la régionalisation élargie constitue la réponse adéquate aux tergiversations du Polisario et de l'Algérie concernant une solution définitive au conflit du Sahara.» Et Abdelhamid Ouali précise : «Dans le cas où le Polisario rejette la proposition d'autonomie, c'est la régionalisation avancée qui sera appliquée.»

Pourquoi avons-nous insisté sur le projet de régionalisation avancée ?

Nous nous sommes posé la question de savoir si c'est la rue marocaine ou plutôt la question du Sahara occidental qui a imposé au roi de décider de la réforme profonde de la Constitution. Il nous semble que la question sahraouie

a pesé d'un poids bien plus lourd que celui de la rue. C'est le professeur Abdelaziz Lamghari, président de l'Association marocaine du droit constitutionnel, qui rappelle : «Toute régionalisation appelée à aller jusqu'à la régionalisation autonome est de nature à mettre à l'épreuve l'Etat et ses structures... La Constitution, et partant, les structures de l'Etat sont appelées à être reconfigurées et à une performance de prise en charge de ce changement. Sinon, l'autonomie régionale risquerait d'être plus démocratique que l'Etat lui-même.»

La Constitution se devait d'être réformée

Le 9 mars, le roi Mohammed VI annonce dans un discours à la nation : «Nous avons décidé d'entreprendre une réforme constitutionnelle globale.» Cette réforme s'inscrit dans une démarche pour laquelle le roi a défini sept fondements :

- 1- Renforcement du statut du Premier ministre.
- 2- Le Premier ministre, jusque-là désigné par le roi, sera «nommé au sein du parti politique arrivé en tête des élections de la première chambre du Parlement». «En tant que chef d'un pouvoir exécutif effectif, le Premier ministre sera «pleinement responsable du gouvernement, de l'administration publique... et de la mise en œuvre du programme gouvernemental», dit le roi.

Cette orientation rompt avec la monarchie exécutive en fonctionnement jusque-là. «Elle n'instaure pas une monarchie parlementaire mais elle prévoit une monarchie équilibrée avec un partage du pouvoir entre le roi et un gouvernement issu du Parlement» (Mohamed Darif - politologue).

- 2- Volonté d'ériger la justice en pouvoir indépendant.
- 3- Elargissement des libertés individuelles et collectives.
- 4- Renforcement du système des droits de l'Homme dans toute leur dimension.
- 5- Consolidation du pluralisme politique.

- 6- Reconnaissance constitutionnelle de la composante berbère «amazigh».
- 7- régionalisation avancée avec «en tête les provinces du Sahara marocain». (Mohammed VI).

Le roi Mohammed VI a annoncé dans son discours la mise en place d'une commission ad hoc pour la révision de la Constitution dont le projet lui sera présenté au mois de juin 2011,

puis soumis à un référendum populaire dont la date n'a pas encore été fixée.

Quelle évaluation peut-on faire de cette démarche ?

Selon des analystes marocains eux-mêmes, le projet de réforme constitutionnelle, qui est présenté comme étant au cœur des réformes politiques engagées par Mohammed VI, appelle quelques remarques pour ne pas dire quelques critiques :

1- Une réforme de la Constitution menée dans un véritable esprit démocratique aurait commencé par l'élection d'une assemblée constituante émanant de la volonté populaire. Comme cela est le cas aujourd'hui en Tunisie. Or, dans le cas du Maroc, le roi a nommé de manière unilatérale une commission ad hoc, démarche qui confirme la tradition de la monarchie exécutive. Et cette commission n'est même pas représentative des différentes composantes de la société marocaine. De plus, un nouveau contrat social nécessite, pour son élaboration, un débat dans les deux chambres du Parlement, dans la presse, entre citoyens. Le roi, qui a pourtant déclaré vouloir renforcer les libertés, préfère dans les faits contrôler les débats et définir les orientations.

2- Il est difficile de ne pas douter de la partialité des membres de la commission ad hoc censés discuter du pouvoir du roi, alors qu'ils sont nommés par ses soins.

3- Comment peut-on aller vers une monarchie moins exécutive, soulignent quelques journalistes marocains «indépendants» alors que le président de la commission lui-même clame, haut et fort, que le Maroc a besoin d'un «roi qui règne et gouverne».

Pour résumer

1/ Pouvoirs du Premier ministre renforcés et gouvernement issu de la majorité parlementaire.

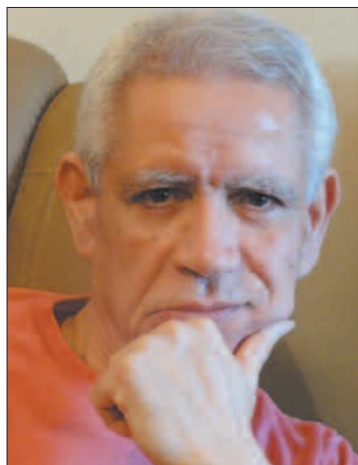
2/ Régionalisation avancée.

3/ Renforcement des partis politiques, des libertés individuelles, des droits de l'homme.

4/ Indépendance de la justice.

Nous avons là, si l'on s'en tient aux orientations du roi données à la commission de réforme de la Constitution, toutes les caractéristiques d'un régime démocratique avancé.

Pourtant, la démarche et la feuille de route mises en place pour concrétiser ces orientations n'emportent pas l'adhésion des analystes marocains. Ces derniers trouvent, en effet, que les réflexes de la monarchie exécutive qui



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

veut tout contrôler et orienter sont toujours là.

• Sur un autre plan, le Maroc dispose-t-il des moyens matériels, financiers et humains pour réussir ce projet de grande ouverture politique bien audacieux pour une monarchie active ?

• Enfin, pourquoi le roi n'a-t-il pas choisi l'élection d'une assemblée constituante représentative pour l'élaboration de la nouvelle loi fondamentale du pays ? Craignait-il et craint-il toujours la perte de ses pouvoirs exorbitants et le déclenchement d'une dynamique politique qui l'aurait mis, et avec lui ses «thuriféraires de carrière», hors circuit ?

La monarchie acceptera-t-elle vraiment d'être, à l'avenir, régnante et non gouvernante ? Le relatif équilibre de la société marocaine et surtout la relative faiblesse de la «conflictualité» politique s'expliquent en grande partie par le leadership monarchique qui a réussi à inscrire l'ensemble des acteurs politiques dans le même projet national. C'est le professeur Jean-Noël Ferrié du CNRS, spécialiste du Maroc, qui écrit : «Le roi ressent la nécessité du changement mais il cherche à tout changer en profondeur sans rien bouleverser. Il cherche à substituer une nouvelle forme de gouvernance à une autre sans changer fondamentalement le statut de la monarchie. L'avenir du Maroc va dépendre de la constance des changements et surtout de leur synchronisation avec les attentes des Marocains.»

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Quelques révélations sur la plus grosse énigme acoustique de l'Algérie «indépendante» !

Quel est le point commun entre la centrale nucléaire japonaise de Fukushima et Kadhafi ? La première...

... fuit déjà, alors que le second y pense de plus en plus !

Comment expliquer que des manifestants tenant sit-in permanents à quelques mètres de la présidence de la République, sous les fenêtres du Palais, n'arrivent pas à faire entendre leur colère rugissante au maître des lieux ? Plusieurs théories courent sur cette énigme acoustique. La première, celle qui saute aux yeux mais sans faire trop de bruit se résume à ceci, fort simplement : si Abdekka n'entend pas les manifestants qui manifestent de manière manifeste leur colère manifeste sous des balcons et fenêtres qui semblent manifestement être les siens, c'est qu'il... n'habite pas là, manifestement. Boum bada-boum, patatras ! Il faudrait donc que les femmes et hommes en colère dénichent la véritable adresse de Boutef s'ils veulent être entendus par lui. J'ai bien une petite idée là-dessus, mais je suis journaliste, donc tenu à une obligation de réserve très réservée. Si cette première théorie est d'ordre immobilier, la seconde est strictement architecturale. Selon une source en béton armé jusqu'aux dents, si la colère des manifestants ne parvient pas aux oreilles du châtelain, c'est à cause – ou grâce – aux murs du Palais. Une équipe de jeunes architectes de l'EPAU a pu mettre la main sur des plans jusque-là classés «secret-défense à 4 avec un milieu récupérateur» et qui révè-

lent que les parois d'El-Mouradia ont été construites avec un ciment spécial, anti-colère et anti-bruits non institutionnels. Un mortier qui amortit tout ce qui n'est pas autorisé à l'écoute. Une autre théorie, osée celle-là, je dois bien en convenir, affirme que si Abdekka n'entend pas les cris de colère des manifestants sous ses balcons, c'est la faute justement à ces manifestants dont la voix ne porte pas, n'est pas assez forte. Un handicap qui pourrait être résolu s'il venait à l'idée des étudiants de l'Institut de musique Hard Rock d'Hydra, dans la capitale, de venir manifester avec leurs grosses voix et tous leurs instruments à El-Mouradia. Une solution conditionnée, bien évidemment, à un petit détail technique. Ô ! Rien de bien méchant ! C'est juste que cet institut de hard rock attend toujours l'agrément de Daho Ould-Kablia pour voir le jour. Et la nuit aussi, pourquoi pas ! Et puis dernière théorie pour la route, même si, à mes yeux, cette hypothèse-là ne tient franchement pas la route : il se serait dit, lors du dernier colloque des médecins et professeurs en ORL tenu à Oued Lat'rach, dans la wilaya de Laâ'ma, que le Président souffrirait d'une surdité irréversible des deux oreilles. Outre le fait que je n'ai pu recueillir les témoignages des participants à ce colloque, aucun d'entre eux n'ayant regagné son domicile à la fin des travaux, je doute tout de même que l'on ait permis à un Président sourd de gouverner un pays de brailards nés. Aveugle, peut-être, je n'aurais pas dit, mais sourd, je n'y crois pas un instant. Et je fume du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.